



Déclaration préalable au CTSD du 3 septembre 2019

En tant qu'enseignants, fonctionnaires et citoyens, nous devons dénoncer la loi Transformation de la Fonction Publique, qui vise à affaiblir les services publics et le statut de fonctionnaire, et la loi dite de « l'école de la confiance » qui amplifie le tri social. Réforme de la voie professionnelle, réforme du lycée G et T, du bac, sélection à l'université, recentrage sur les fondamentaux... le « moins d'école » se poursuit dans la lignée de la réforme du collège. Et s'éloigne toujours plus le projet d'élévation du niveau d'instruction et de qualification de toute la jeunesse que nous revendiquons.

Les enseignants ont été contraints, face à un ministère et une administration sourds aux revendications et à toute discussion, à élever le rapport de force des actions. Les réformes se font contre l'avis des acteurs dont les OS et les personnels, cela ne peut être efficace, ce n'est d'ailleurs pas ce qui est recherché. A cette rentrée, nous ne sommes pas dupes de la communication ministérielle et gouvernementale sur une « ouverture au dialogue ». Nous tenons toutefois à poursuivre le dialogue avec notre administration départementale malgré les difficultés à travailler sur des documents que les services, bien malgré eux, ne peuvent pas nous remettre dans un délai raisonnable.

Dans le premier degré, priorité du gouvernement, tout n'est pas rose ; si M le ministre veut alléger les effectifs sur certains niveaux, qu'il crée des postes pour ne pas surcharger les autres ! Certaines écoles landaises se mobilisent pour un allègement des effectifs. Les circulaires et nouveautés mises en place en cette rentrée laissent les enseignants dans un état de grande méfiance vu le peu de considération qui leur est démontré. La circulaire de rentrée et les recommandations qui l'accompagnent ,

notamment pour l'école maternelle ont fini de convaincre la profession sur le niveau de confiance qui lui est accordé et laissent à craindre une augmentation de la difficulté scolaire dès le plus jeune âge. De plus, les mesures annoncées dans la circulaire sur l'école inclusive du 6 juin dernier, l'ont été sans jamais parler des moyens mis en œuvre pour les réaliser, ni du temps nécessaire d'appropriation pour les équipes. Enfin, les évaluations nationales CP-CE1, qui ont tant heurté la profession l'année dernière sont reconduites en ce mois de septembre...

La situation de l'enseignement dans le 2nd degré se dégrade avec l'accueil de 34 400 élèves de plus au niveau national et la suppression de 2450 postes d'enseignants et 200 administratifs. Dans notre département, nous la vivons au quotidien face aux élèves. Dans les collèges et les lycées où les classes débordent(37 élèves dans une classe à Peyrehorade!), les collègues ne se résignent pas et sont dans l'action dès la rentrée pour vous alerter, M le DASEN, à Montfort, à Hagetmau, à Cel le Gaucher... et dans tous les autres, nombreux sont ceux qui refusent la charge de professeur principal... Dans les lycées, où la réforme alourdit la charge de travail et lui fait perdre son sens : comment préparer les élèves à des épreuves communes dont on ne connaît pas bien les modalités ? Comment aider ceux qui sont en difficulté avec la disparition de l'AP ? Les horaires réglementaires ne sont pas toujours respectés : les 2h hebdomadaires d'AP en terminale sont toujours dans les grilles horaires et l'ETLV (Enseignement Technologique en Langues Vivantes) doit être offert à tous les élèves de voie technologique et ne doit pas amputer l'horaire des disciplines technologiques.

Enfin, pour certains personnels comme les AESH gravement touchés.es par la précarité avec des contrats de 21h sur 41 semaines, la rentrée, c'est déjà le sentiment d'injustice et le désespoir.